

COMPETITIVITE

# Soins paille-iatifs



Baisser le salaire minimum pour créer de nouveaux emplois - mais quels emplois? (photo: Hilde Leubner)

**Moins libéral qu'attendu, le rapport sur la compétitivité du Luxembourg n'en conforte pas moins les critiques du patronat. Les propositions concrètes sont raisonnables, mais peu réalistes.**

"Pourquoi s'intéresser à la compétitivité du Luxembourg, pays prospère et à la cohésion sociale exemplaire - si ce n'est pour proposer des réformes mettant en cause des droits acquis?" Ce serait là la position des syndicalistes, légèrement caricaturée, à l'égard du problème de la compétitivité, si l'on en croit Lionel Fontagné. L'expert économique français s'est employé à dissiper ce soupçon, lors de la présentation la semaine dernière de son rapport "Une paille dans l'acier". Améliorer la compétitivité du Luxembourg n'est pas un prétexte mais une nécessité. Et cela ne doit pas se faire aux dépens de la cohésion sociale.

Alors que depuis des mois, les représentants patronaux réclament à grands cris des réductions de coûts, Lionel Fontagné ne l'a pas entendu de cette oreille. Certes il critique le principe de l'indexation des salaires et le niveau élevé du salaire social minimum (SSM). Mais ses propositions concrètes visent à améliorer l'environnement dans lequel évolue l'économie luxembourgeoise - notamment le niveau de formation -, plutôt que de grignoter les acquis sociaux.

## Besoin de réformes

Cette approche, l'expert français l'a justifiée sur le plan théorique. Les mutations technologiques, entraînant des conditions de développement économique plus fluides, feraient qu'à protection sociale égale, la croissance diminue. Réduire la protection pour sauver la croissance n'est pas la seule solution, de l'avis de Lionel Fontagné. Une amélioration de l'efficacité économique permettrait de concilier les deux. Ce serait un des buts poursuivis par le processus de Lisbonne. Dans cette logique, il ne mise pas seulement sur les mécanismes de marché: "Je pense que l'Etat a un vrai rôle à jouer."

Le Luxembourg, malgré les apparences, n'est pas à l'abri des évolutions économiques globales. Lionel Fontagné estime

qu'il y a eu un essoufflement du "cercle vertueux" luxembourgeois durant les années 90, occulté par les retombées bénéfiques de la bulle financière internationale. Il recommande de s'attaquer au plus vite à la restructuration de l'économie. "L'économie est tellement riche qu'il est possible de traiter les problèmes à froid. Si on attend que les choses aillent mal, comme en Allemagne, pour trouver un accord, ça devient douloureux."

Le diagnostic de l'expert français sur les faiblesses particulières du Grand-Duché est plein de bon sens. Il s'inquiète de la segmentation du marché du travail - les nationaux dans la fonction publique, les "non-votants" immigrés et frontaliers dans le secteur privé. Il dénonce également la diffusion insuffisante des nouvelles technologies, auprès des particuliers et surtout dans les administrations. Enfin, il critique le système éducatif qui prépare mal les jeunes à "une société où la mobilité professionnelle devient la règle" et n'arrive pas à réduire les inégalités sociales.

On voit que les options prises par Lionel Fontagné ne sont ni anti-sociales ni anti-étatiques. Néanmoins son discours n'est pas libre d'éléments d'idéologie libérale. Pour s'attaquer de front à l'indexation des salaires, il cite des chiffres montrant que depuis 1990, les salaires ont augmenté une fois et demie plus vite que la productivité. Et il nous instruit: "Ce ne sont pas les prix qui déterminent les salaires mais la productivité. Le Luxembourg n'est pas si spécifique que les lois de l'économie ne s'y appliquent pas."

Cette "loi", il l'invoque aussi à propos du niveau du SSM. "Avec un salaire minimum à 1.400 euros, ceux qui produisent moins n'ont aucune chance de se faire embaucher." Le hic: cette productivité est souvent difficile à établir. Quelle est la valeur produite par un médecin, une professeure, un policier? Leurs salaires sont déterminés, après négociation, par ce que la société veut bien

dépenser pour les services qu'ils et elles rendent.

Or la plupart des emplois futurs ne seront pas créés dans l'industrie manufacturière, exposée à la concurrence internationale, et où la "loi" invoquée joue largement. Dans le secteur des services par contre, des emplois à bas salaires peuvent être créés de deux façons. Soit les salaires sont suffisamment bas pour créer une demande - c'est les jobs MacDo, les livreurs de pizza et les gardes d'enfants privées. Ou alors l'Etat favorise une demande solvable dans la formation permanente, les crèches collectives, les activités environnementales - rendant possibles des salaires corrects. Solvable veut dire que les gens peuvent se payer les services en question - comme cela est déjà la règle pour l'éducation de base, les soins de santé et les soins pour personnes âgées. Il est difficile de savoir si le SSM actuel est "trop élevé". L'argument invoqué est en tout cas insuffisant pour demander sa réduction.

## Relents libéraux

Ce n'est d'ailleurs pas ce que propose Lionel Fontagné. Il voudrait contrebalancer les effets négatifs de l'indexation et du SSM par un effort fait dans le domaine de la formation. D'une part l'"index" des hauts salaires ne serait plus versé intégralement sous forme d'argent mais serait affecté à un "compte individuel d'épargne formation". D'autre part il y aurait des emplois-formation à un coût pour l'employeur de 60 pour cent du SSM, l'Etat se chargeant de payer la différence pour que les salarié-e-s obtiennent le SSM. C'est une idée saine: plutôt que de mal payer des personnes peu productives, on les forme et augmente ainsi la productivité de leur travail.

Mais même en ne tenant pas compte des risques d'abus, le modèle de l'expert français n'est pas une panacée. Il comporte des "chéquiers formation" pour les personnes sorties trop tôt de l'école. On y voit percer l'idée douteuse de vouloir "responsabiliser" précisément les membres de la société les plus fragilisés. Par ailleurs le principe d'individualisation du droit à la formation ouvre la porte à la privatisation de ce secteur d'avenir.

Ce ne sont cependant pas les relents de libéralisme économique qui suscitent le plus de réserves. Des propositions comme la promotion de l'Université de Luxembourg, le développement des infrastructures de transport et l'intégration politique des étrangers/ères sont fort raisonnables. Le problème, c'est qu'elles s'imposent depuis des décennies. Pour mesurer l'aptitude aux réformes de la classe politique luxembourgeoise, rappelons qu'il y a quelques années, Jean-Claude Juncker n'a trouvé rien de mieux à faire avec ses excédents budgétaires que de les distribuer sous forme d'allègements fiscaux. Quand le rapport d'un libéral clairvoyant doit être mis en musique par des conservateurs myopes, il y a de quoi s'inquiéter.

Raymond Klein

## Tarrach in der Warteschleife

Rolf Tarrach setzt auf Qualität statt Quantität. Dies sagte der neue Rektor der Luxemburger Universität kürzlich in einem Interview und meinte damit den Stellenwert der Forschung. In einer Pressekonferenz am vergangenen Dienstag hat er es bestätigt: Der 56-jährige Spanier deutscher Abstammung will nach eigenen Worten einige Forschungsgebiete definieren, in denen das Land Spitzenniveau erreichen soll. Tarrach wirft dabei einige Erfahrung als Mitglied in internationalen Gremien in die Waagschale. Was er jedoch genau vorhat - darüber hat er sich bisher ausgeschwiegen. Immerhin ist der von der Universität Barcelona kommende Physiker noch in der Vorbereitungsphase. Mit den StudentInnen der Luxemburger Uni wolle er sich erst im Januar zusammensetzen.

## Asylpolitik "weder vollkommen noch dramatisch"

Der Ministerrat hat am Mittwoch das Gesetzesprojekt zur Beschleunigung der Asylprozedur abgesegnet. Es beinhaltet vor allem die schnellere Bearbeitung der Asylanträge. Der zeitliche Schutz für AsylbewerberInnen wird demnach auf Mindeststandards reduziert - ganz nach dem Sinn von vier EU-Direktiven. Der UN-Hochkommissar für Flüchtlinge, der Niederländer Ruud Lubbers, nannte die Einwanderungs- und Asylpolitik des Großherzogtums bei seinem Besuch am selben Tag "weder vollkommen noch dramatisch".

## Präsidenschaft: Déi Gréng machen Druck

Nicht mit uns - so lautet das Motto der Grünen im Hinblick auf die geplante Deregulierung des EU-Binnenmarktes. Für eine Art Moratorium der so genannten Bolkestein-Direktive (siehe woxx Nr. 773) sprachen sich der grüne Europaabgeordnete Claude Turmes und Déi-Gréng-Fraktionspräsident François Bausch bereits am Freitag voriger Woche aus. Sie appellierten an die CSV-LSAP-Regierung, während der luxemburgischen Präsidentschaft ein solches Moratorium durchzusetzen und "in Zusammenarbeit mit den nationalen Behörden und Gewerkschaften im Rahmen des europäischen Sozialdialogs" die konkreten Auswirkungen der Direktive auf die nationalen Standards im Bereich Soziales und Umweltschutz zu überprüfen - bevor politische Fakten geschaffen werden. In ihrem Pressedossier nennen die Grünen noch weitere Themen, in denen Luxemburg sozial- und umweltpolitisch Flagge zeigen könnte: etwa die Verordnung über soziale Regeln im Straßengütertransport, die Fälle à la Kralowetz verhindern soll, oder die Chemikaliendirektive "Reach". Sie soll alle Chemikalien vor ihrer endgültigen Zulassung auf dem EU-Markt einer gesundheitlichen Risikoabschätzung unterwerfen. Klug gespielt, der Ball liegt nun bei der Luxemburger Regierung.

## Neue Gewerkschaft ohne die woxx?

Die neue JournalistInnengewerkschaft ist kaum geboren, und schon droht sie an einem internen Zielkonflikt zu scheitern. Kernfrage: Dürfen woxx-MitarbeiterInnen dem SJL (Syndicat des Journalistes de Luxembourg) überhaupt beitreten? Aufgrund der Erfahrungen aus jüngster Zeit sollen die HerausgeberInnen, also die Chefs und Chefinnen aus den verschiedenen Verlagshäusern, dem neuen Verband möglichst ferngehalten werden. Nur was genau ist ein Herausgeber? Bei der selbstverwalteten woxx ist jeder sein eigener Chef. So sperren sich alljährlich die Redaktionsmitglieder mehrere Tage in ihre Büros ein und streiten solange mit sich selbst, bis am Ende ein oder zwei Prozent Gehaltserhöhung herauspringen. Genau genommen gehören woxx-RedakteurInnen somit zu den kapitalistischen AusbeuterInnen, Unterkategorie Selbstausbeuter. Doppeltes Pech also, wenn ihnen jetzt auch noch gewerkschaftlicher Schutz versagt bleiben soll. Aber ein Kompromiss war schnell gefunden: Die woxxlerInnen bestimmen ab sofort einen Ober-Selbstausbeuter, der dann ohne Stimmrecht im SJL den Kaffee servieren darf. Ach, was wäre der Kapitalismus ohne seine Gewerkschaften!